WAREMME : Pour Waremme

À l'approche des élections, il nous semble important de comprendre comment chacune des listes qui se propose de nous représenter dans la commune se positionne sur différentes thématiques, alliant aménagement du territoire, logement, préservation des terres agricoles, de la biodiversité et démocratie citoyenne.

Merci d'avance pour votre temps, nous diffuserons de notre côté les différentes réponses qui nous ont été apportées aux citoyen·ne·s de la commune.

Comment vous positionnez-vous quant à ces différents enjeux ?

Positionnez-vous sur une échelle de 1 à 3, le 1 étant défavorable et le 3 favorable.
Vous aurez ensuite un espace limité pour expliquer votre position.
Si vous ne répondez pas à une question, vous serez considéré comme "sans avis".

1. Plan de secteur et Schéma de Développement Communal

Votre liste est-elle favorable à

- Revoir votre Schéma de Développement Communal (SDC) de manière à préserver les terres agricoles, les forêts et les espaces verts de l'artificialisation, indépendamment de leur affectation actuelle au Plan de Secteur ?

1 2 3

Première chose importante, le groupe « Pour Waremme » a été le premier à demander un moratoire sur les constructions. Dès juillet 2018, nous souhaitions que ce moratoire soit d'actualité afin de mieux protéger la Ville de Waremme. « *Pour Waremme* » considère qu'il est nécessaire de revoir le SDC en s'inspirant des principes définis dans le Schéma de Développement Territorial (SDT) de la région wallonne. En particulier, cette révision du SDC renforcera le cadre juridique et permettra à la Ville de freiner plus efficacement l'étalement urbain. Ce cadre permettra en outre d'optimiser l'affectation des terrains artificialisés ou non présents au sein des zones de centralité. Les contours exacts de ces zones de centralité doivent être définies.

……

- D'ici la révision du SDC, adopter un moratoire de l'artificialisation de terres agricoles, de forêts ou d'espaces verts; ce en refusant toute demande de permis sur ces espaces, indépendamment de leur affectation au Plan de Secteur?

  1 **2** **3**

Nous sommes conscients que cette période de transition peut susciter des pressions immobilières plus importantes. En 2023, la Ville de Waremme a déjà introduit un moratoire sur les demandes de permis pour de nouveaux lotissements. « Pour Waremme » entend maintenir ce moratoire jusqu'à révision du SDC. Etablir d'autres moratoires pour d'autres types de permis d'urbanisme nous parait, à ce stade, prématuré.

……

2. Logement accessible et réhabilitation des espaces déjà artificialisés

Votre liste est-elle favorable à

- Mettre en place de nouvelles mesures ou renforcer les mesures existantes pour lutter contre les logements inoccupés et faciliter l'accès aux logements déjà existants. (ex. taxe communale, partenariat avec agences immobilières sociales…) ?

  1 **2** **3**

Nous sommes favorables à l'identification des logements inoccupés, à l'application d'une taxe dissuasive ciblant ces logements et à un partenariat avec des agences immobilières sociales. Nous précisons que ce sont des mesures déjà existantes à Waremme et que nous avons augmenté les taxes sur les logements inoccupés sous cette législature.

……

- Revoir à la hausse les aides financières et les règles d'urbanisme pour faciliter la rénovation, la réhabilitation des bâtiments et, le cas échéant, la division des logements ?

  1 **2** **3**

Nous sommes favorables à l'adaptation raisonnée des règles urbanistiques permettant la réhabilitation des bâtiments et leur rénovation.
En règle générale, nous sommes défavorables à la division d'un logement si celle-ci nuit manifestement à la qualité des logements créés. Ce risque peut être néanmoins mitigé par

un accompagnement technique de la demande et/ou une analyse contextuelle approfondie. La division de logements a donné de très mauvais résultats dans une série de villes et communes.

Nous souhaitons poursuivre l'accompagnement des citoyens dans leurs études de performances énergétiques, notamment avec des coopératives afin d'aider les ménages à maximiser les aides. Par contre, nous considérons que les finances communales ne permettent pas de subsidier directement les travaux de réhabilitation et de rénovation des logements privés.

……

- Soutenir une division des logements, contrôlée via les guichets d'aide au logement et le plan de cohésion sociale et subordonnée à un accompagnement technique dans les lieux bien desservis en transports en commun ?

1 **2** **3**

Voir ci-dessus.

……

3. Terres agricoles

Votre liste est-elle favorable à

- Réaliser un recensement et une analyse de l'affectation réelle (prairies permanentes, prairies temporaires, cultures, terres agricoles non-utilisées, etc.) des terres agricoles dans la commune, qui inclurait toutes les terres utiles à l'agriculture (celles situées en zones agricoles au plan de secteur, mais aussi les terres cultivées situées dans d'autres zones au plan de secteur), ainsi qu'une analyse détaillée des affectations non-nourricières des terres (prairie pour chevaux, extension de jardin, cultures non-alimentaires, sapins de noël, horticulture, agrivoltaïsme, etc.) ?

1 **2** **3**

Sous réserve d'une vision claire quant aux utilisations envisagées d'un tel recensement.

……

- Élaborer une politique communale ou pluri-communale pour préserver et mettre à disposition des terres agricoles publiques pour la transition agroécologique (installation de nouveaux paysan·ne·s, espaces-tests agricoles, potagers partagés, approvisionnement des restaurations collectives, etc.) ?

1 2 3

Comme indiqué dans nos programmes de 2018 et 2024, nous sommes favorables à l'utilisation des terres communales pour des projets de maraichages (comme cela se fait notamment à Hannut via le CPAS).

……

- Garantir que la fonction première de toutes les terres communales actuellement dédiées à l'agriculture reste agricole, qu'importe leur statut au plan de secteur ?

1 2 3

Cela dépendra des zones définies dans le nouveau SDC

……

4. Biodiversité et espaces verts

Votre liste est-elle favorable à

- Renforcer ou mettre en place une politique de préservation des espaces naturels et de verdurisation des espaces déjà artificialisés afin d'accroître la biodiversité (ex. plantation d'arbres, haies, diminution de l'éclairage public…) ?

1 2 3

Nous sommes globalement favorables, sous réserve, d'une part des espaces naturels définis dans le futur SDC et, d'autre part, des financements consacrés à l'entretien des nouveaux espaces verdurisés, au détriment d'autres affectations. En 2018, nous étions les seuls à déterminer le nombre de 10000 arbres plantés comme objectifs. Ici, nous souhaitons un véritable maillage vert.

……

- Garantir l'accès aux espaces verts publics pour tou·te·s, en protégeant et en développant les espaces naturels et ouverts au cœur et à la périphérie des agglomérations ?

1 2 3

En 4 ans dans la nouvelle majorité, nous avons pu initier 2 parcs (REWE et BROUCK), une vraie liaison cyclo-piétonne le long du Geer et nous avons voté favorablement à la nouvelle réserve située près du parc industriel. Il faut maintenant concrétiser ces espaces verts importants dans une zone très dense en habitat.

5. Démocratie / Accès à l'information

Votre liste est-elle favorable à

- Améliorer l'accès à l'information dans le cadre des enquêtes publiques, rendre plus facile la consultation des documents en ligne et sur papier ?

1 2 3

Faciliter l'accès aux informations administratives et en particulier celles relevant des dossiers d'urbanisme est pour notre groupe, une priorité.

……

- Organiser une consultation populaire avant l'élaboration de grands projets, afin de permettre aux habitants de co-créer et co-décider de l'avenir de leur quartier ?

1 2 3

Notre groupe est favorable à ce type de démarche pour les projets communaux. Nous l'avons d'ailleurs démontré pour certains dossiers récents.

……

- Co-construire le nouveau Schéma de Développement Communal avec les citoyen·ne·s de la commune à chaque étape de la procédure ?

1 2 3

La co-construction du nouveau SDC pourra faire l'objet de consultation citoyenne, cependant étant donné la complexité technique et juridique d'un tel dossier, il sera nécessaire de déterminer les étapes nécessitant une consultation citoyenne accompagnée et les étapes nécessitant une expertise plus pointue, notamment dans la lutte contre les inondations et les différents nœuds de mobilité.

……